JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger {	Pays à demi-tarif	30 fr.
	Pays à plein tarif	35 fr.

Prix du numéro
 Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
 Par porteur ou par la poste.
 Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
 Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ. TOGO. (A. O. F.)
 Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
 Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
 Minimum 10 fr.
 La page 200 fr.
 Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.
 Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
 Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Décret du 29 décembre 1936 portant publication et mise en application provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1937 de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 prorogeant de trois mois l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936 ainsi que les textes annexés à cet accord. (Arrêté de promulgation du 10 mars 1937). 143

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Arrêté du 9 mars 1937 autorisant pour 1937 le paiement provisoire des indemnités de zone au taux de 1936. 144
 Arrêté du 9 mars 1937 rendant exécutoires les budgets des sociétés indigènes de prévoyance. 144
 Arrêté du 9 mars 1937 accordant certains dégrèvements. 144
 Arrêté du 11 mars 1937 tendant à constituer les services des travaux publics du Togo en un arrondissement des travaux publics. 145
 Décision du 12 mars 1937 fixant les dates des vacances et des examens. 145
 Arrêté du 12 mars 1937 fixant l'organisation de l'internat d'Atakpamé. 145
 Arrêté du 16 mars 1937 modifiant l'arrêté du 30 avril 1936 sur les affectations du personnel 146
 Décision du 20 mars 1937 interdisant la vente des arachides dans le cercle du nord. 146
 Décision du 22 mars 1937 interdisant la vente des arachides dans le cercle du centre. 147
 Arrêté du 20 mars 1937 autorisant la chambre de commerce à effectuer un placement de 50.000 francs. 147

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL Européen et Indigène

Affectations — Promotions — Engagement — Démision — Conseil d'enquête 147
 Indemnité 149
 Forces de police 149

ACTES DIVERS

Commissions	149
Réunions conseil d'administration	150
Enseignement officiel et privé	151
Allocations	151
Organisation loterie	152
Rôles primitifs	152
Commission de contrôle de films et disques	152
Remboursements	153
Frais de transport	000
Internat de Mango	153
Navigation aérienne	153
Secours	153
Rectificatif au supplément J. O. 1 ^{er} janvier 1937	153
Avis de demande d'immatriculation	154
Avis de bornage	154
Service des domaines	155
Avis	155

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces 155

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Accord commercial franco-polonais

ARRETE N° 139 promulguant au Togo le décret du 29 décembre 1936 portant publication et mise en application provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1937, de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 prorogeant de trois mois l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936 ainsi que les textes annexés à cet accord.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
 OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 29 décembre 1936 portant publication et mise en application provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1937, de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 prorogeant de trois mois l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936 ainsi que les textes annexés à cet accord;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 29 décembre 1936 portant publication et mise en application provisoire, à partir du 1^{er} janvier 1937, de l'arrangement franco-polonais du 15 décembre 1936 prorogeant de trois mois l'accord commercial provisoire conclu entre la France et la Pologne le 18 juillet 1936 ainsi que les textes annexés à cet accord.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1937.

MONTAGNE.

(Voir J.O.R.F. n° 306 du 31 décembre 1936 page 13613).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Indemnité de zone

ARRETE N° 134 autorisant pour 1937 le paiement provisoire des indemnités de zone au taux de 1936.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu l'arrêté n° 67 du 30 janvier 1936 fixant les taux de l'indemnité de zone pour 1936;

Vu le télégramme officiel du Gouverneur Général, Commissaire de la République au Togo, en date du 3 mars 1937;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

Vu l'urgence;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — En attendant l'approbation ministérielle des textes fixant, pour cette année, le taux de l'indemnité de zone est autorisé pour 1937, le paiement provisoire de cette allocation aux taux de 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1937

MONTAGNE.

Sociétés indigènes de prévoyance

ARRETE N° 136 rendant exécutoires les budgets des sociétés indigènes de prévoyance.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 3 novembre 1934 relatif aux sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'arrêté du 31 décembre 1934 relatif au fonctionnement des sociétés indigènes de prévoyance;

Vu les délibérations des conseils d'administration et des assemblées générales des sociétés indigènes de prévoyance;

Vu l'avis exprimé par la commission centrale de surveillance au cours des séances du 11 février et du 3 mars 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendus exécutoires, conformément aux dispositions de l'article 19 de l'arrêté du 31 décembre 1934 susvisé les budgets pour l'exercice 1937 des sociétés indigènes de prévoyance des cercles du sud, du centre et du nord, délibérés en conseils d'administration et arrêtés en assemblées générales aux montants ci-après, en recettes et dépenses :

Société indigène de prévoyance du cercle du sud :

Deux cent cinquante mille sept cent quatre vingt neuf francs, cinquante centimes (250.789,50).

Société indigène de prévoyance du cercle du centre :

Cent quatre vingt sept mille francs (187.000).

Société indigène de prévoyance du cercle du nord :

Cent onze mille sept cent quatre vingt quinze francs (111.795).

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1937

MONTAGNE.

Dégrèvements

ARRETE N° 137 accordant certains dégrèvements.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
ADMINISTRATEUR SUPÉRIEUR DU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies notamment les articles 173, 174 et 177 modifiés par décret du 3 juin 1936;

Sur la proposition du chef du service des contributions directes

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 20 février 1937;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont accordés les dégrèvements et remises gracieuses suivants :

IMPÔT PERSONNEL EUROPÉEN

Exercice 1935

R.P. Hebling à Assahoun :	
Impôt personnel	130 francs
Rachat des prestations	60 —
Taxe d'hygiène	70 —
R.P. Fuchs à Noépé :	
Impôt personnel	130 francs
Rachat des prestations	60 —
Taxe d'hygiène	70 —
R.P. Frering à Assahoun :	
Impôt personnel	130 francs
Rachat des prestations	60 —
Taxe d'hygiène	70 —